



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3

Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net

Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu

Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Déclaration de la 14^e rencontre du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) tenue à Dakar, du 21 au 23 octobre 2014

Sans éducation, sans les femmes et les jeunes, Pas de paix, pas de développement

On lit partout que les femmes et les jeunes sont des vecteurs de paix et des acteurs de développement et que l'éducation y joue un rôle essentiel.

La réalité, c'est que trop souvent, des enfants se retrouvent dans la rue à mendier au lieu d'aller à l'école. Les filles sont privées d'éducation, forcées de s'occuper des tâches ménagères. Des armées de diplômés désespèrent de trouver un emploi, certains même se suicident. Des enseignants doivent conduire un taxi après la classe pour survivre. Des jeunes à peine sortis du secondaire sont propulsés devant des classes de plus de cent élèves. Des enfants sont recrutés pour servir comme soldats. Quasi analphabètes, des jeunes se font endoctriner par des extrémistes politiques ou religieux. Les conflits se multiplient, les femmes et les jeunes en sont les victimes innocentes.

Les syndicats de l'éducation de la Francophonie sont excédés de voir toutes les promesses rompues. Ils demandent aux États d'arrêter de se gargariser de mots et d'agir enfin.

Participant à la 14^e Rencontre du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation à l'université Cheikh Anta Diop à Dakar, du 21 au 23 octobre 2014, nous affirmons que l'éducation est un droit fondamental pour tous les jeunes, et que cette éducation pour tous requiert des enseignantes et des enseignants qualifiés, formés et rémunérés décemment. Nous soutenons que ce défi n'est pas une utopie, qu'il est possible de financer une éducation publique de qualité pour tous.

Nous sommes convaincus que l'éducation joue un rôle essentiel pour la paix et le développement, et qu'il n'y a pas de progrès possible sans que les jeunes et les femmes y prennent toute leur place.



Le CSFEF est inclus
dans l'Internationale
de l'Éducation

Président

Roger Ferrari
FSU
(FRANCE)

Secrétaire général

Gabriel Marchand
CSQ
QUÉBEC (CANADA)

Vice-présidente (Sud)

Mariama Chipkaou
SNEN
(NIGER)

Vice-président (Nord)

Jacques Drouet
UNSA-Éducation
(FRANCE)

Trésorier

Carol Jolin
AEFO-FCE
(CANADA)

Toute correspondance sera acheminée au secrétaire général.

À l'issue de sa 14^e Rencontre, le CSFEF demande aux États :

- d'assurer un fonctionnement démocratique depuis les établissements scolaires jusqu'aux politiques nationales en éducation ;
- d'établir un véritable dialogue social et de respecter les engagements pris ;
- d'inclure dans les programmes scolaires, l'éducation à la paix et à la citoyenneté et de soutenir les initiatives de la société civile ;
- de développer la formation professionnelle et technique incluant une formation générale forte, et d'organiser le lien avec la réalité du marché du travail ;
- de renforcer les services d'orientation auprès des jeunes ;
- de renforcer dans tous les pays francophones la qualité de l'enseignement de la langue française et la promotion des langues nationales comme médium d'enseignement ;
- d'offrir des services éducatifs à la petite enfance ;
- de s'assurer que l'école publique est vraiment gratuite, et de la rendre obligatoire ;
- de respecter la franchise universitaire et les libertés académiques ;
- de mettre l'école à l'abri des religions et de faire respecter le caractère laïc des établissements d'éducation.

Nous demandons aux institutions internationales de cesser d'imposer des politiques qui vont à l'encontre de l'objectif de l'éducation pour tous, notamment en prônant la privatisation. Il vaudrait mieux créer les conditions pour que les populations recueillent les fruits de l'exploitation des ressources naturelles de leur pays en obligeant les sociétés transnationales à payer des redevances pour l'éducation et à créer des activités génératrices d'emploi sur place par la transformation des matières premières.

Dans le cadre de l'élaboration des objectifs pour le développement post 2015, le CSFEF demande à la communauté internationale de définir des normes concernant l'éducation touchant :

- La taille des classes ;
- La formation des enseignantes et des enseignants ;
- L'encadrement des élèves ;
- Une approche holistique favorisant l'accès à l'éducation, incluant des programmes de nutrition, le transport, et la santé.

Pour le CSFEF, les femmes et les jeunes sont véritablement des vecteurs de paix et des acteurs de développement. Pour que ce défi devienne réalité, les syndicats de l'éducation s'engagent à :

- réaliser la parité femmes-hommes dans les instances dirigeantes ;
- faire un suivi de l'exécution des budgets de l'éducation dans leur pays ;
- inventer une nouvelle forme de syndicalisme qui touche les jeunes ;
- développer des programmes d'éducation à la paix et d'éducation au développement durable ;
- exiger que le français soit véritablement utilisé au sein des organisations syndicales internationales.

Le prochain sommet de la Francophonie doit être l'occasion de prendre enfin des engagements audacieux pour l'éducation en faveur de la paix et du développement.